

TRADEMARK ASSIGNMENT

Electronic Version v1.1
 Stylesheet Version v1.1

09/06/2005
900031494

SUBMISSION TYPE:	NEW ASSIGNMENT
NATURE OF CONVEYANCE:	ASSIGNS THE ENTIRE INTEREST AND THE GOODWILL

CONVEYING PARTY DATA

Name	Formerly	Execution Date	Entity Type
Finmatica France SA		12/14/2004	CORPORATION: FRANCE

RECEIVING PARTY DATA

Name:	Ortems
Street Address:	17 avenue Charles de Gaulle
City:	69771 Saint Didier au Mont d'Or
State/Country:	FRANCE
Entity Type:	CORPORATION: FRANCE

PROPERTY NUMBERS Total: 1

Property Type	Number	Word Mark
Registration Number:	1916227	ORTEMS

CORRESPONDENCE DATA

Fax Number: (212)813-5901
Correspondence will be sent via US Mail when the fax attempt is unsuccessful.
 Phone: 212-813-5900
 Email: dsullivan@frosszelnick.com
 Correspondent Name: Susan Upton Douglass
 Address Line 1: Fross Zelnick Lehman & Zissu, P.C.
 Address Line 2: 866 United Nations Plaza
 Address Line 4: New York, NEW YORK 10017

DOMESTIC REPRESENTATIVE

Name:
 Address Line 1:
 Address Line 2:
 Address Line 3:
 Address Line 4:

CH \$40.00 1916227

NAME OF SUBMITTER:	Susan Upton Douglass
Signature:	/susan upton douglass/
Date:	09/06/2005

Total Attachments: 21

- source=050906-0509001-ORTE-assignment ORTEMS#page1.tif
- source=050906-0509001-ORTE-assignment ORTEMS#page2.tif
- source=050906-0509001-ORTE-assignment ORTEMS#page3.tif
- source=050906-0509001-ORTE-assignment ORTEMS#page4.tif
- source=050906-0509001-ORTE-assignment ORTEMS#page5.tif
- source=050906-0509001-ORTE-assignment ORTEMS#page6.tif
- source=050906-0509001-ORTE-assignment ORTEMS#page7.tif
- source=050906-0509001-ORTE-assignment ORTEMS#page8.tif
- source=050906-0509001-ORTE-assignment ORTEMS#page9.tif
- source=050906-0509001-ORTE-assignment ORTEMS#page10.tif
- source=050906-0509001-ORTE-assignment ORTEMS#page11.tif
- source=050906-0509001-ORTE-assignment ORTEMS#page12.tif
- source=050906-0509001-ORTE-assignment ORTEMS#page13.tif
- source=050906-0509001-ORTE-assignment ORTEMS#page14.tif
- source=050906-0509001-ORTE-assignment ORTEMS#page15.tif
- source=050906-0509001-ORTE-assignment ORTEMS#page16.tif
- source=050906-0509001-ORTE-assignment ORTEMS#page17.tif
- source=050906-0509001-ORTE-assignment ORTEMS#page18.tif
- source=050906-0509001-ORTE-assignment ORTEMS#page19.tif
- source=050906-0509001-ORTE-assignment ORTEMS#page20.tif
- source=050906-0509001-ORTE-assignment ORTEMS#page21.tif

CESSION D'ENTREPRISE
conforme aux articles L. 621-8B et suivants
du Code de Commerce

ENTRE LES SOUSSIGNES :

- La société "FINMATICA France SA.", au capital de 40 000 € euros, ayant son siège social au 13 rue du Mail, 75002 PARIS, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de PARIS sous le numéro B 350 776 886,
 Représentée aux fins des présentes par Maître BOUYCHOU, domicilié 95 rue Saint Lazare, 75009 PARIS, agissant en qualité d'Administrateur judiciaire, dûment habilité aux présentes en vertu du Jugement du Tribunal de Commerce de Paris en date du 14 décembre 2004,
 en présence de Monsieur Roberto BASSO,

Ci-après dénommé "Le Vendeur",

d'une part,

et

- La société "ORTEMS"
 société par actions simplifiée au capital de 200 000 € euros, ayant son siège social au 17 avenue Charles de Gaulle, 69771 SAINT DIDIER AU MONT D'OR, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de LYON, sous le n° 479 974 131,

Représentée par Monsieur René DESVIGNES, dûment habilité aux présentes en vertu des pouvoirs à lui consentis statutairement

Ci-après dénommé "L'Acquéreur",

d'autre part,

IL A PREALABLEMENT ETE EXPOSE CE QUI SUI

1. Par jugement en date du 28 septembre 2004, le Tribunal de Commerce de PARIS a ouvert une procédure régime général de redressement judiciaire à l'encontre de la société FINMATICA France, soussignée de première part.
2. Dans le cadre de la procédure sus visée, Monsieur René DESVIGNES et la société TRINOVA agissant pour le compte de la société ORTEMS en formation, ont déposé,

Ms

Ro [Signature]

en date du 29 octobre 2004 une offre de reprise de l'activité dite « Supply Chain de Lyon », complétée par un document déposé le 25 novembre 2004.

3. Par jugement en date du 14 décembre 2004, le Tribunal de Commerce de PARIS a adopté le plan de redressement par voie de cession des deux branches d'activité de l'entreprise, dont la branche d'activité de Conception, Développement et Commercialisation de logiciels de planification et organisation de la production (Supply Chain management) principalement exercée au sein de l'établissement FINMATICA France LYON, au profit de la société ORTEMS.
4. Ce même jugement a habilité Maître BOUYCHOU à céder la branche d'activité, objet des présentes, à la société ORTEMS dans les termes et conditions ci-après arrêtés et a désigné Maître BOUYCHOU en qualité de Commissaire à l'exécution du plan par voie de cession ci-dessus arrêté.

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIIT :

Par les Présentes, la société FINMATICA FRANCE, "Vendeur", cède et transporte sous les garanties ordinaires et de droit en application des articles 621-83 et suivants du Code de Commerce, à la société ORTEMS, "Acquéreur", qui accepte, la branche complète et autonome d'activité dont la désignation suit :

Article I. Désignation

La branche d'activité de Conception, Développement et Commercialisation de logiciels de planification et organisation de la production (Supply Chain management), sise et exploitée à CALUIRE ET CUIRE (69), dépendant du fonds de commerce de la société FINMATICA France SA.

1.1. Ladite branche du fonds de commerce ci après désignée « la branche cédée » comprenant :

- l'enseigne, le nom commercial, la clientèle, l'achalandage y attaché, l'ensemble des droits de propriété industrielle et intellectuelle attachés aux Produits commercialisés ainsi que le bénéfice de tous traités, conventions, marchés passés avec tous tiers, tels qu'ils figurent en annexe et notamment :
 - Les Codes Sources et droits de propriété intellectuelles dans le monde entier des applications développées par le Vendeur dans le domaine de Supply Chain et EAI depuis 1989, les données, Environnements et le Savoir faire tels que plus amplement décrits en Annexe I des présentes, et matérialisés par des CD ROMS remis à l'Acquéreur par le Vendeur concomitamment aux présentes.
 - Les marques ORTEMS et autres marques relatives à la branche d'activité cédée et notamment celles décrites en Annexe 2.

- l'ensemble des contrats tels que listés en Annexe 3.

- les équipements informatiques servant à son exploitation ainsi que les contrats de licence et de maintenance y afférents, tels que décrits article par article dans un état annexé au présent acte (Annexe 4).
- l'ensemble du mobilier des locaux de CALUIRE ET CUIRE ,

1.2. Eléments exclus de la présente cession :

Il est expressément convenu que les éléments non listés à l'article 1.1 ci-dessus doivent être considérés comme exclus de la présente cession et notamment :

- Le droit au bail des locaux de CALUIRE ET CUIRE n'est pas inclus dans la présente cession. En conséquence, l'Acquéreur s'engage à libérer lesdits locaux et à organiser le déménagement du mobilier repris dans un délai de 8 jours à compter de la signature des présentes,
- Tous contrats d'emprunts susceptibles de bénéficier des garanties de l'article L 621-96 du code de commerce,
- Tous contrats de location et d'assurance de véhicules,
- Toute marchandise dépendant de la branche d'activité cédée.

De convention expresse entre les parties, il est précisé que ne fait pas partie de la présente vente l'activité de Transport, sise et exploitée principalement à PARIS et secondairement à CALUIRE ET CUIRE (69), que "Le Vendeur" se réserve expressément.

Article 2. Origine de propriété

- La branche cédée appartient au "Vendeur", pour l'avoir reçue de la société ORTEMS qu'elle a absorbée, précédemment dénommée société FINMATICA - ORTEMS, et encore précédemment, société ORTEMS, qui a créé lors de la constitution ladite société en date du 16 mai 1989,
- Il est également précisé que les Codes Sources sus visés, précédemment détenus par la société FINMATICA Trade Mark Ltd, ont été restitués au Vendeur dans le cadre d'un acte transactionnel en date du 29 octobre 2004, lequel acte est devenu définitif, purgé de toutes ses conditions suspensives, et approuvé par une ordonnance de monsieur le juge commissaire en date du 29 octobre 2004, en application des dispositions de l'article L 621-24 du Code de Commerce.

Article 3. Propriété - Jouissance

u

"L'Acquéreur" est propriétaire de la branche d'activité cédée à compter de ce jour et en aura la jouissance à compter du 14 décembre 2004, conformément à la date d'effet fixée par le Tribunal de Commerce.

Il aura donc le droit de prendre le titre de successeur de FINMATICA France à compter de ladite date et ce exclusivement pour la branche d'activité cédée.

Article 4. Charges et conditions

La présente vente est faite sous les charges et conditions suivantes que les parties, chacune en ce qui la concerne, s'obligent à exécuter et à accomplir, à savoir :

4.1. "L'Acquéreur" est tenu :

1. de prendre la branche cédée avec le matériel, le mobilier et les équipements informatiques la garnissant ;
2. d'acquitter à partir de son entrée en jouissance, les impôts, contributions et autres charges de toute nature auxquels la branche cédée pourra être assujettie, le tout de manière que "Le Vendeur" ne puisse jamais être inquiété, ni recherché à ce sujet ; étant précisé que la taxe professionnelle au titre de 2004 sera supportée intégralement par le VENDEUR ;
3. de payer les frais, droits et honoraires des présentes et de leurs suites,
4. de faire son affaire personnelle et prendre à son compte les contrats repris dans le cadre de la présente cession et conformément à l'article 1.1 susvisé ;
5. de prendre à son compte le personnel attaché aux 26 postes de travail maintenus conformément à l'offre de reprise émise par l'Acquéreur et dont la liste figure en annexe (Annexe 5). A cet effet, et conformément à l'article L 122-12 du code du Travail, le personnel maintenu conservera tous les éléments du contrat de travail, à savoir notamment la qualification, le coefficient, la rémunération et l'ancienneté ; étant précisé que la charge financière des congés payés de l'ensemble du personnel concernant le fonds vendu sera supportée par l'Acquéreur à compter des seuls droits acquis postérieurement au 28 septembre 2004.

En outre, et conformément à l'article L 621-64 du Code de Commerce, les licenciements économiques du personnel affecté à la branche d'activité cédée aux termes des présentes tels que décidés dans le plan de cession ne seront en aucun cas supportés par l'Acquéreur.

4.2. L'Acquéreur déclare :

- n'avoir encouru aucune des condamnations ou déchéances prévues par l'article 1° de la loi n° 47-1635 du 30 août 1947 relative à l'assainissement des professions commerciales,

M

RO

- n'avoir jamais été en état de liquidation judiciaire, faillite, redressement judiciaire ou cessation de paiement,
- que rien dans sa situation ne s'oppose à la présente cession, notamment qu'il a bien la qualité de tiers à la procédure de redressement judiciaire de la société FINMATICA France, au sens de l'article L. 621-57 du Code de Commerce,
- n'être pas susceptible d'être l'objet de poursuites pouvant entraîner la confiscation totale ou partielle de ses biens.

4.3. "Le Vendeur" est tenu :

1. De mettre à la disposition de "L'Acquéreur", à compter du jour de l'entrée en jouissance, tous les documents comptables listés en Annexe 6,
En outre l'acquéreur en cas de besoin justifié pourra accéder aux archives et financières de Finmatica France et obtenir copie des documents qui lui seront nécessaires.
2. De remettre à l'Acquéreur tous les titres de propriété, contrats et généralement, tous actes et documents en sa possession concernant la branche objet de la présente cession et repris par l'Acquéreur,
3. Résilier, à effet du 31 décembre 2004, les polices d'assurance en cours relatives à la branche d'activité cédée. L'Acquéreur s'engage à souscrire toutes assurances de son choix dans un délai de huit jours à compter de la signature des présentes et avant le 31 décembre 2004.

4.3. "Le Vendeur" déclare, qu'à sa connaissance :

1. Il satisfait à ce jour à toutes les obligations réglementaires et autorisations administratives nécessaires à son activité, en sorte que "L'Acquéreur" ne soit nullement inquiété, ni recherché à ce sujet,
2. Les biens corporels ou incorporels cédés sont de libre disposition, que rien en s'oppose à leur cession ; étant précisé que la main levée des gages et nantissements inscrits intervenue conformément à l'article L. 621-96 sera rapportée par l'Acquéreur, à ses frais et à sa convenance,
3. qu'aucun des éléments composant le matériel cédé ne lui a été prêté, loué, ou déposé par un tiers à titre onéreux ou gratuit.

Article 5. Prix

La présente cession est consentie et acceptée moyennant le prix principal et forfaitaire de SOIXANTE MILLE Euros (60 000 Euros), ainsi que fixé par le Tribunal de Commerce de Paris aux termes du jugement en date du 14 décembre 2004, ci avant relaté dans l'exposé qui précède et s'appliquant, savoir :

M

20

RightFax

9/6/05 6:47

PAGE 010/025

Fax Server

- aux éléments incorporels pour	40 000 € euros
- aux matériels et objets mobiliers pour	20 000 € euros

Soit un total de	60 000 € euros

Le prix est payé entre les mains de Maître BOUYCHOU, par chèque bancaire établi par l'Acquéreur au nom du Cédant, ainsi que Maître BOUYCHOU le reconnaît et en donne bonne et valable quittance.

Le Vendeur restitue concomitamment la caution bancaire remise par l'Acquéreur.

Article 6. Publicité - Purgé - Formalités

Conformément à l'article L. 141-12 du code de commerce, la vente sera publiée dans la quinzaine de sa date, à la diligence de "L'Acquéreur", dans un journal d'annonces légales du département dans lequel le fonds est exploité. En outre, en vertu des dispositions de l'article 3, dernier alinéa du décret n° 67-236 du 23 mars 1967, "L'Acquéreur" devra requérir, du greffier compétent, la publication de l'avis concernant la présente vente au Bulletin Officiel des Annonces Civiles et Commerciales.

Article 7. Déclarations

7.1. Déclarations sur le chiffre d'affaires et sur le résultat

Le Vendeur n'étant pas tenu à la garantie des déclarations relatives au Chiffre d'affaires et au résultat de la Branche Cédée, le Vendeur est dispensé de leur énonciation.

7.2. Déclarations sur les inscriptions grevant le fonds

S'agissant d'une cession d'entreprise soumise aux dispositions de l'article L.621.96, le paiement complet du prix de cession emporte purge totale des privilèges spéciaux et nantissements.

En application des dispositions de l'article 103.3 alinéa 2 du décret du 27 Décembre 1985 le cessionnaire pourra saisir le juge commissaire afin de faire ordonner la radiation des inscriptions grevant le fond cédé.

Article 8. T.V.A. - Dispense de taxation - Transmission d'une universalité de biens

Afin de bénéficier de la dispense de taxation de T.V.A., "L'Acquéreur" s'engage expressément à soumettre à ladite T.V.A., les cessions ultérieures des biens mobiliers d'investissements acquis, et à procéder le cas échéant aux régularisations prévues aux articles 210 et 215 de l'annexe II du code général des impôts.

Cet engagement sera confirmé par une déclaration en double exemplaire adressée au service des impôts dont relève le nouvel exploitant.

Article 9. Compte entre les parties et Out off

Tous comptes entre les parties seront établis contradictoirement dans les meilleurs délais et au plus tard le 31 mars 2005.

Tout décompte sera effectué sous contrôle d'un expert comptable désigné par l'Administrateur Judiciaire avec si besoin en était, l'assistance d'un expert technique.

Article 10. Attribution de juridiction

Les parties soussignées déclarent soumettre tout différend né ou à naître des présentes à la compétence exclusive du Tribunal de Commerce de PARIS

Article 11. Election de domicile

Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile :

- pour l'acquéreur en son siège social,
- pour Finmatica France en l'étude de Maître BOUYCHOU, 95 rue Saint Lazare, 75009 PARIS.

Article 12. Déclarations diverses

Toute les clauses des présentes sont de rigueur, aucune d'entre-elles ne peut être réputée de style ; chacune est condition déterminante de la convention sans laquelle les parties soussignées n'auraient pas contracté.

Fait à Paris

Le 23 décembre 2004

En six exemplaires

La Société FINMATICA France S.A.		Denis BOUYCHOU Administrateur Judiciaire 95, rue Saint-Lazare 75009 PARIS
Représentée par Maître BOUYCHOU Administrateur judiciaire		





RightFax

9/6/05 6:47

PAGE 012/025

Fax Server



La Société ORTEMS
Représentée par Monsieur René DESVIGNES

A large, stylized handwritten signature in black ink, overlapping the right side of the text box.

14

no

TRANSFER OF AN UNDERTAKING
in accordance with articles L. 621-3B et sqq
of the French Commercial Code

BETWEEN THE UNDERSIGNED:

- The company "FINMATICA France SA", with a capital of 40,000 euros, its registered office located at 13 rue du Mail, 75002 Paris, registered with the Trade Register of Paris under the number B 350 776 886,
Represented for the purpose of this agreement by Maître Bouychou, domiciled at 95 rue Saint Lazare, 75009 Paris, acting in his capacity as official receiver, duly empowered for the purpose of this agreement by virtue of the Decision of the Paris *Tribunal de Commerce* (commercial court) of 14 December 2004,
In the presence of Mr Roberto Basso,

Hereafter referred to as "the Vendor"

on the one hand,

and

- The company "ORTEMS"
A "*société par actions simplifiée*" with a capital of 200,000 euros, its registered office located at 17 avenue Charles de Gaulle, 69771 Saint Didier au Mont d'Or, registered with the Trade Register of Lyon under the number 479 974 131,
Represented by Mr René Desvignes, duly authorised for the purpose of this agreement by virtue of the powers conferred upon him in accordance with the Articles of Association,

Hereafter referred to as "the Buyer",

on the other hand,

WHEREAS

1. By decision of 28 September 2004, the Paris *Tribunal de Commerce* commenced general regime proceedings for the court-supervised recovery of FINMATICA France, the undersigned first party.
2. In connection with the above-mentioned proceedings, Mr René Desvignes and the company TRINOVA acting on behalf of ORTEMS, a company being formed, filed, on 29 October 2004, an offer for the takeover of the business known as "Lyon Supply Chain", supplemented by a document filed on 25 November 2004.
3. By decision of 14 December 2004, the Paris *Tribunal de Commerce* adopted the recovery plan involving the transfer to ORTEMS of the company's two lines of business, including the line of business Design, Development and Marketing of

Production Management Software (Supply Chain Management) mainly carried on within the establishment FINMATICA France Lyon.

4. This same decision authorised Maître Bouychou to transfer the line of business concerned by this agreement to the company ORTEMS in the terms and conditions laid down hereafter, and appointed Maître Bouychou as Commissioner of the performance of the plan by transfer as defined above.

IT IS HEREBY AGREED AS FOLLOWS:

By the present agreement, the company FINMATICA FRANCE, "Vendor", assigns and transfers with the customary legal warranties in accordance with articles 621-83 et sqq of the French Commercial Code, to the company ORTEMS, "Buyer", who accepts, the complete and autonomous business described hereafter.

Article 1. Description

The line of business consisting of the Design, Development and Marketing of Production Management Software (Supply Chain Management), located and operated at Caluire et Cuire (69), dependent on the business of the company FINMATICA France SA.

1.1 The said line of business hereafter referred to as "the line of business transferred" including:

- The name, the corporate name, the regular and passing clientele related thereto, all the industrial and intellectual property rights related to the Products marketed as well as the benefit from any treaties, agreements, contracts entered into with any third parties, as given in the appendix and in particular:
 - The Source Codes and intellectual property rights world-wide for the applications developed by the Vendor in the field of Supply Chain and EAI since 1989, the data, Environments and Know-how such as more fully described in Appendix 1 to this agreement, and materialised in the form of CD ROMS handed over to the Buyer by the Vendor concomitantly with this agreement.
 - The ORTEMS trademarks and other trademarks relative to the line of business transferred and in particular those described in Appendix 2.
 - All of the contracts as listed in Appendix 3.
- The computer equipment used for its operation as well as the licence and maintenance agreements related thereto, as described article by article in a statement attached to this deed (Appendix 4).
- All the furniture on the premises at Caluire et Cuire.

1.2 Items excluded from this transfer:

It is expressly agreed that any items not listed in article 1.1 above shall be deemed to be excluded from this transfer and in particular:

- The lease right for the premises at Caluire et Cuire is not included in this transfer. Consequently, the Buyer undertakes to vacate the said premises and to organise the removal of the furniture purchased within eight days as from the signing of this deed,
- Any loan agreements liable to benefit from the warranties under article L 621-96 of French Commercial Code,
- Any vehicle lease agreements or insurance policies,
- Any goods dependent on the line of business transferred.

As expressly agreed by the parties, the Transport business, located and operated primarily in Paris and secondarily in Caluire et Cuire (69) is not included in this sale and the Vendor reserves it expressly for itself.

Article 2. Origin of ownership

- The line of business transferred belongs to the Vendor, the latter having received it from the company ORTEMS, that it absorbed, previously named FINMATICA-ORTEMS, and previously to that, ORTEMS, which upon formation created the said company on 16 May 1989,
- It is also stated that the above-mentioned Source Codes, previously owned by the company FINMATICA Trade Mark Ltd, were returned to the Vendor by virtue of a settlement deed dated 29 October 2004, this deed having become final, all its conditions precedent having been lifted, and approved by an order of the official receiver on 29 October 2004, in accordance with the provisions of article L 621-24 of the French Commercial Code.

Article 3. Ownership – Possession

The Buyer is owner of the line of business transferred as from today and shall take possession of it as from 14 December 2004, in accordance with the date of effect fixed by the *Tribunal de Commerce*.

It will therefore have the right to take the title of successor of FINMATICA France as from the said date and solely for the line of business transferred.

Article 4. Charges and terms

This sale is carried out subject to the following charges and terms that the parties, each as far as it is concerned, undertake to perform and comply with, i.e.:

4.1. The Buyer shall:

1. Take over the line of business sold with the equipment, furniture and computer hardware equipping it;
2. Settle, as from the time that it takes possession, any taxes, contributions or other charges of any nature for which the line of business transferred may be liable, in such a way that the Vendor shall never be troubled or sought out in that respect; it being noted that the business tax in respect of 2004 will be borne in full by the Vendor;
3. Pay the costs, duties and fees relating to this agreement and its consequences;
4. Make it its personal business and take responsibility for the contracts taken over under this transfer and in accordance with article 1.1 above;
5. Take responsibility for the personnel attached to the 26 jobs of employment maintained in accordance with the takeover offer issued by the Buyer and the list of whom is included in Appendix 5. To that end, and in accordance with article L 122-12 of the French Labour Code, the personnel taken over will retain all the terms of their employment contracts, i.e. notably the qualification, coefficient, remuneration and length of service; it being specified that the financial charge of the paid holidays of all the personnel concerning the business sold will be borne by the Buyer only for the entitlements acquired after 28 September 2004.

In addition, and in accordance with article L 621-64 of the French Commercial Code, the economic redundancies of the employees assigned to the line of business transferred under the terms of this deed as decided in the plan of transfer shall in no circumstances be borne by the Buyer.

4.2. The Buyer declares:

- That it has not suffered any of the convictions or deprivations provided for by article 1 of Act no. 47-1635 of 30 August 1947 relative to the cleaning-up of the commercial professions,
- That it has never been in a state of liquidation by order of court, bankruptcy, court-supervised recovery or suspension of payments,
- That there is nothing in its situation to prevent this transfer, notably that it does indeed have the status of third party to the proceedings of the court-supervised recovery of FINMATICA France, in the sense of article L. 621-57 of the French Commercial Code,

- That it is not liable to be the subject of any prosecution proceedings that could result in the total or partial confiscation of its property.

4.3. The Vendor shall:

1. Make available to the Buyer, as from the day on which the latter takes possession, all the accounting documents listed in Appendix 6, In addition the Buyer will be able, in the event of a justified need, to have access to FINMATICA Franco's financial records and obtain copies of any documents that it may require.
2. Give the Buyer all the title deeds, agreements and generally any deeds and documents in its possession relative to the line of business concerned by this transfer and taken over by the Buyer,
3. Terminate, with effect as from 31 December 2004, the current insurance policies relative to the line of business transferred. The Buyer undertakes to take out any insurance policies of its choice within eight days as from the signing of this deed and before 31 December 2004.

4.3. The Vendor declares, that to the best of its knowledge:

1. It currently fulfils all the statutory obligations and administrative authorisations necessary for its activity, so that the Buyer shall in no way be troubled or sought out with regard to this subject,
2. The tangible and intangible assets transferred are freely available, and nothing prevents their transfer; it being specified that the lifting of the pledges and mortgages recorded performed in accordance with article L 621-96 will be cancelled by the Buyer, at its expense and at its convenience.
3. None of the items comprising the equipment transferred has been lent or rented to it or deposited with it by a third party either in return for payment or free of charge.

Article 5. Price

This transfer is granted and accepted in return for the principal and inclusive amount of SIXTY THOUSAND euros (60,000 euros), as fixed by the Paris *Tribunal de Commerce* according to the decision dated 14 December 2004, related above in the preamble and applying:

- to the intangible items for 40,000 euros
- to the equipment and movables for 20,000 euros

Making a total of	60,000 euros
-------------------	--------------

The price is paid to Maître Bouychou in person, by bank cheque made out by the Buyer to the Transferor, as acknowledged by Maître Bouychou who gives good and sufficient discharge for it.

The Vendor concomitantly returns the bank guarantee provided by the Buyer.

Article 6. Notice – Discharge of mortgage – Formalities

In accordance with article L. 141-12 of the French Commercial Code, notice of the sale will be published within fifteen days of its date, by the Buyer, in a journal of legal notices in the *département* in which the business is operated. In addition, by virtue of the provisions of article 3, last paragraph, of decree no. 67-236 dated 23 March 1967, the Buyer must apply to the relevant registrar for the publication of the notice concerning this sale in the *Bulletin Officiel des Annonces Civiles et Commerciales*.

Article 7. Declarations

7.1. Declarations on turnover and net income

As the Vendor is not bound by the warranty on declarations concerning the turnover and net income of the line of business transferred, the Vendor is exempt from stating them.

7.2. Declarations on mortgages encumbering the business

As this transaction concerns the transfer of an undertaking subject to the provisions of article L. 621-96, the full payment of the price of sale involves the total cancellation of any special liens and pledges.

In accordance with the provisions of article 103.3 paragraph 2 of the decree of 27 December 1985, the transferor will be able to refer to the official receiver in order to have the latter order the cancellation of the mortgages encumbering the business transferred.

Article 8. VAT – Exemption from taxation – Complete transfer of assets

In order to benefit from exemption from liability for VAT, the Buyer expressly undertakes to subject to said VAT the subsequent disposals of the investments acquired, and should the case arise, to proceed with the regularisations provided for in articles 210 and 215 of appendix II of the French General Tax Code.

This undertaking will be confirmed by a declaration in duplicate addressed to the tax office under which the new operator falls.

Article 9. Accounts between the parties and cut-off

Any accounts between the parties will be drawn up *inter partes* as soon as possible and by 31 March 2005 at the latest.

Any accounting breakdown will be drawn up under the control of a chartered accountant appointed by the official receiver with, if necessary, the assistance of a technical expert.

Article 10. Competent courts

The undersigned parties hereby declare that they shall refer any dispute arising out of this agreement to the sole jurisdiction of the Paris *Tribunal de Commerce*.

Article 11. Election of domicile

For the performance of this agreement, the parties elect domicile:

- in the case of the Buyer, at its registered office,
- in the case of FINMATICA France, at the office of Maître Bouychou, 95 rue Saint Lazare, 75009 Paris.

Article 12. Sundry declarations

All the clauses of this agreement are obligatory; each constitutes a *determining condition* of the agreement without which the undersigned parties would not have entered into the agreement.

Done at Paris
On 23 December 2004
In six original copies

FINMATICA France SA

Represented by Maître Bouychou
Official Receiver

ORTEMS

Represented by Mr René Desvignes

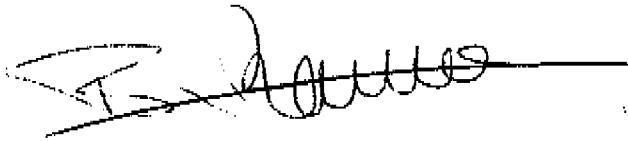
I hereby certify that the attached translation of the Transfer of an Undertaking dated December 23, 2004 between Finmatica France SA and Ortems is a true and correct translation.

Name: BEAU BARBARA

By: JUSTICE YOUNG

Title: LAWYER

Date: SEPTEMBER 02, 2005



\\ND\Sullivan\ORTE\050909-050901-ORTE-translation assignment.doc

Annexe 2 : Marques transférées**Dépôts dans des pays européens**

Marque	Nom Déposant	Date enregistrement	Date expiration	N° dépôt	N° enregistrement	Classe	Pays	Renouvellement
ORTEMS	ORTEMS Caluire	05.01.95	7.06.04	1907392M5	1907392M5	9	Espagne	
ORTEMS	ORTEMS Caluire	05.01.95	7.06.04	1134	1134	9	Andorre	
ORTEMS	ORTEMS Villeurbanne	11.05.94	11.05.11	1571673	1571673	9	Royaume Uni	11.05.01
ORTEMS	DULLIN	31.08.94		243794	154197	9	Autriche	30.08.04
MRP SYNCHRONISE	DULLIN	05.12.96	04.12.06	65439796	65439796	9	France	04.06.06
SYNCHRONIZED MRP	DULLIN	05.12.96	04.12.06	65441496	65441496	9	France	04.06.06

Marque	Nom Déposant	Date enregis.	Date expire.	N° dépôt	N° enregis.	Class	Pays	Ren.
ORTEMS	ORTEMS Caluire	19.12.01	18.12.11	013139652	013139652	9 16 35 38 41 42	France	18.06.11

Dépôts US Fédéral – US State - Canada

Marque	Nom Déposant	Date enregis.	Date expire.	N° dépôt	N° enregis.	Class	Pays	Ren.
SYNCHRONIZED MRP	ORTEMS Caluire	03.11.98	3.11.04	75181422	2202336	9	US Federal	2003 5 ans utilisation pour demande registre principal
ORTEMS	ORTEMS Caluire	05.09.95		74560048	1916227	9	US Federal	Renouvellement en cours. Attente certificat

Marque	Nom Déposant	Date enregis.	Date expire.	N° dépôt	N° enregis.	Class	Pays	Ren.
SYNCHRONIZED MRP	ORTEMS Villeurbanne	30.07.98		083116500	TMO 498140	9	Canada	30.07.13
ORTEMS	ORTEMS Villeurbanne	7.10.97		078295900	TMA 483716	9	Canada	7.10.12

Dépôts Internationaux

Marque	Nom Déposant	Date enregl.	Date expire.	N° dépôt	N° enregl.	Classe	Pays	Ren.
SYNCHRONIZED MRP	ORTEMS	12.06.97	12.06.07	675609	675609	9	IT A étendre Suisse, Bénélux, Espagne (voir notre courrier du 17.12.01)	4.06.06
ORTEMS	ORTEMS	18.03.02	18.03.12	783 638	783 638	9 16 35 38 41 42	Suisse Chine DE Espagne Italie Portugal Russie Benelux Tchéquie Hongrie Pologne	18.09.11

Autres Trademarks

FINECHAIN Production Scheduler (PS)
 FINECHAIN Manufacturing Planner (MP)
 FINECHAIN VIC et FINECHAIN EAI
 FINECHAIN Control Laboratory & Manufacturing Solution
 FINECHAIN Complex Manufacturing Solution

Appendix 2 : Marks and trademarks transferred**Registration in European countries**

Mark	Name	Date of registration	Date of expiration	Deposit number	Registration number	Class	Country	Renewal
ORTEMS	ORTEMS Caltire	01.05.95	06.07.04	1907392M5	1907392M5	9	Spain	
ORTEMS	ORTEMS Caltire	01.05.95	06.07.04	1134	1134	9	Andorra	
ORTEMS	ORTEMS Villobann e	05.11.94	05.11.11	1571673	1571673	9	United Kingdom	05.11.01
ORTEMS	DULLIN	08.31.94		243794	154197	9	Austria	08.30.04
MRP SYNCHRONISE	DULLIN	12.05.96	12.04.06	65439796	65439796	9	France	06.04.06
SYNCHRONIZED MRP	DULLIN	12.05.96	12.04.06	65441496	65441496	9	France	06.04.06

Mark	Name	Date of registration	Date of expiration	Deposit number	Registration number	Class	Country	Renewal
ORTEMS	ORTEMS Caluire	12.19.01	12.18.11	013139652	013139652	9 16 35 38 41 42	France	06.18.11

Registration in US - US State - Canada

Mark	Name	Date of registration	Date of expiration	Deposit number	Registration number	Class	Country	Renewal
SYNCHRONIZED MRP	ORTEMS Caluire	11.03.98	11.03.04	75181422	2202336	9	US Federal	2003 5 years of use
ORTEMS	ORTEMS Caluire	09.05.95		74560048	1916227	9	US Federal	To be renewed

Mark	Name	Date of registration	Date of expiration	Deposit number	Registration number	Class	Country	Renewal
SYNCHRONIZED MRP	ORTEMS Villeurbann e	07.30.98		083116500	TMO 498140	9	Canada	07.30.13
ORTEMS	ORTEMS Villeurbann e	10.07.97		078295900	TMA 483716	9	Canada	10.07.12

International registration

Mark	Name	Date of registration	Date of expiration	Deposit number	Registration number	Class	Country	Renewal
SYNCHRONIZED MRP	ORTEMS	06.12.97	06.12.07	675609	675609	9	IT To be extended Switzerland, Benelux, Spain	06.04.06
ORTEMS	ORTEMS	03.18.02	03.18.12	783 638	783 638	9 16 35 38 41 42	Switzerland China DE Spain Italia Portugal Russia Benelux Tchcky Hungry Poland	09.18.11

Others Trademarks

FINECHAIN Production Scheduler (PS)
 FINECHAIN Manufacturing Planner (MP)
 FINECHAIN VIC et FINECHAIN EAI
 FINECHAIN Control Laboratory & Manufacturing Solution
 FINECHAIN Complex Manufacturing Solution

RightFax 9/6/05 6:47 PAGE 002/025 Fax Server



UNITED STATES DEPARTMENT OF COMMERCE
Patent and Trademark Office
ASSISTANT SECRETARY AND COMMISSIONER
OF PATENTS AND TRADEMARKS
Washington, D.C. 20231

SEPTEMBER 06, 2005

PTAS

900031494A

900031494A

SUSAN UPTON DOUGLASS
FROSS ZELNICK LEHRMAN & ZISSU, P.C.
866 UNITED NATIONS PLAZA
NEW YORK, NY 10017

UNITED STATES PATENT AND TRADEMARK OFFICE
NOTICE OF NON-RECORDATION OF DOCUMENT

DOCUMENT ID NO.: 900031494

THE ENCLOSED DOCUMENT HAS BEEN EXAMINED AND FOUND NON-RECORDABLE BY THE ASSIGNMENT DIVISION OF THE U.S. PATENT AND TRADEMARK OFFICE. THE REASON(S) FOR NON-RECORDATION ARE STATED BELOW. DOCUMENTS BEING RESUBMITTED FOR RECORDATION MUST BE ACCOMPANIED BY A NEW COVER SHEET REFLECTING THE CORRECT INFORMATION TO BE RECORDED AND THE DOCUMENT ID NUMBER REFERENCED ABOVE.

THE ORIGINAL DATE OF FILING OF THIS ASSIGNMENT DOCUMENT WILL BE MAINTAINED IF RESUBMITTED WITH THE APPROPRIATE CORRECTION(S) WITHIN 30 DAYS FROM THE DATE OF THIS NOTICE AS OUTLINED UNDER 37 CFR 3.51. THE RESUBMITTED DOCUMENT MUST INCLUDE A STAMP WITH THE OFFICIAL DATE OF RECEIPT UNDER 37 CFR 3. APPLICANTS MAY USE THE CERTIFIED PROCEDURES UNDER 37 CFR 1.8 OR 1.10 FOR RESUBMISSION OF THE RETURNED PAPERS, IF THEY DESIRE TO HAVE THE BENEFIT OF THE DATE OF DEPOSIT IN THE UNITED STATES POSTAL SERVICE.

SEND DOCUMENTS TO: U.S. PATENT AND TRADEMARK OFFICE,
MAIL STOP: ASSIGNMENT SERVICES DIVISION, P.O. BOX 1450, ALEXANDRIA, VA 22313.
IF YOU HAVE ANY QUESTIONS REGARDING THIS NOTICE,
YOU MAY CONTACT THE INDIVIDUAL WHOSE NAME APPEARS ON THIS NOTICE AT
571-272-3350.

- 1. INCOMPLETE INFORMATION. THE ENGLISH TRANSLATION MUST SIGNED BY THE TRANSLATOR. PLEASE REVISE AND RETURN VIA OUR RIGHT FAX-SERVICE AT 571-273-0140.

VIOLET MCCOY, EXAMINER
ASSIGNMENT DIVISION
OFFICE OF PUBLIC RECORDS